

# Au Testet, les pro-barrages tentent l'opération « Manche de pioche » et menacent Reporterre

19 décembre 2014 / Grégoire Souchay (Reporterre)



Près de deux mois après la mort de Rémi Fraisse et la suspension du chantier du barrage de Sivens, les agriculteurs favorables au projet - mais venus d'un département voisin - se sont fait entendre jeudi. Approchant du site pour une opération « *manche de pioche* »,

ils ont menacé des journalistes indépendants, dont celui de *Reporterre*. A Paris, les discussions sont dans l'impasse.

---

---

► *Lisle-sur-Tarn, reportage*

Jeudi 18 décembre, à l'appel de la FDSEA du Tarn-et-Garonne, des agriculteurs de la région manifestaient « *pour le barrage de Sivens* ». Au matin, ceux-ci lançaient une première opération escargot depuis Saint-Nauphary (82) jusqu'au rond-point de Montgaillard, sur la route D999 reliant Gaillac à Montauban. Cette première action s'est conclue par des rejets de lisiers sur la voie publique.

Je les retrouve ce jeudi après-midi dans le Tarn, toujours sur la D999 à proximité de l'entrée de la zone du chantier du barrage de Sivens. L'objectif officiel : adresser un « *coucou franc* » **aux zadistes**. Nom de code de l'opération : "*manche de pioche*". Et à en juger par la détermination d'une partie d'entre eux, c'est pour en découdre que certains sont là. Un cortège de vingt tracteurs entame le blocage de la voie dans les deux sens. Mais chaque issue vers la zone du Testet est fermement gardée par bon nombre de camions de gardes mobiles et CRS, empêchant les pro-barrages d'avancer.



Je suis les conversations ici ou là. Je sens une certaine complicité entre les responsables policiers et les manifestants. Si quelques gardes mobiles sont déployés en cordon, aucune matraque, casque ou bouclier n'est sorti pour le moment.

Le lieutenant colonel Renier, commandant du groupement de gendarmerie du Tarn, présente la situation aux manifestants : « *Vous ne pourrez pas aller à la maison forestière du fait d'un arrêté du Conseil général qui en interdit l'accès. Notre mission est de sécuriser et d'éviter tout affrontement direct. Vous pouvez manifester sur la route départementale, mais rentrer sur la zone, non.* »

Fait étonnant, on ne trouve finalement dans le cortège que très peu d'agriculteurs du Tarn, l'essentiel des troupes étant venue du Tarn-et-Garonne. La phrase : « *On a besoin d'eau, on a besoin d'irriguer pour nourrir la planète* », reprend le mantra répété par les tenants de l'agriculture productiviste. Côté agriculteurs, c'est Patrick Lombrail, de Saint-Nauphary qui prend en main l'organisation de l'action. « *On veut juste aller chanter la Marseillaise à la maison forestière* ». Négatif. Un groupe tente de passer par les bois pour aller sur la zone, il est bloqué sur la ligne de crête par les gendarmes mobiles, sans même un jet de lacrymogène.



- Patrick Lombrail, casquette sur la tête -

### **Les journalistes sont bousculés**

Je n'en saurai pas beaucoup plus sur les motivations de ces agriculteurs car une partie de ceux-ci va tout bonnement m'empêcher de faire mon travail. Un collègue journaliste me met en garde : « *Ne dis pas que tu viens de Reporterre, ça pourrait mal se passer* ». Et justement, sous mes yeux, un photographe indépendant est pris à partie par un petit groupe d'agriculteurs survoltés : « *Il est avec eux, c'est un zadiste* ». Aussitôt, ils le poussent de l'autre côté de la route, le tenant à l'écart des cordons policiers. Ils lui prennent des mains son appareil photo et le bousculent violemment. Un gendarme arrive alors pour mettre le collègue « *à l'abri* », derrière les lignes des policiers.



Avec les confrères, nous photographions la scène et j'interroge les agriculteurs sur l'objectif de leur action. L'un des jeunes meneurs du groupe s'approche alors de moi et m'apostrophe en me tutoyant : « *Eh, toi, tu travailles pour qui ?* » Je réponds par une pirouette. « *T'as une carte de journaliste ?* » Je tente d'expliquer le principe fondamental de la précarité du métier et l'absence de carte faute de revenus suffisants. La tension monte un peu. « *Et ton nom, c'est quoi ?* » Je le lui donne, de bonne grâce. « *Ecoute moi-bien. Je vais aller vérifier qui t'es vraiment. Et si t'es avec les zadistes, je te donne cinq minutes pour quitter les lieux. Sinon, ça va mal se passer pour toi* ». Malaise. Quelques sourires se dessinent sur les visages des agriculteurs alentours, plus loin les collègues de la presse régionale assistent à la scène, dépités et impuissants. Un gendarme m'alpague : « *Il vaut mieux pour vous que vous restiez derrière, avec nous* ». Je me retrouve avec l'autre collègue photographe, entre deux camions de gendarmerie.

De loin, notre agresseur nous prend en photo et nous insulte. Mon collègue est plus vif à réagir que moi. Mais un responsable de la gendarmerie lui répond : « *Ca va, on sait qui vous êtes. On sait ce que vous dites sur la police, qu'on est tous des fachos, etc. Je ne discute plus avec vous* ». Faute d'agriculteur, j'entame la discussion avec un garde-mobile à mes côtés : « *Faire des alternatives, tout ça, je comprends, mais pourquoi faut-il que les zadistes soient justement venus se mettre là où il y a un chantier ?* »

m'interroge-t-il. Un autre policier revient avec l'appareil photo volé au photographe, désormais sans pellicule et ne fonctionnant plus.

Finalement, au bout d'une demi-heure, nous sommes exfiltrés jusqu'à nos voitures. « *Cours, cours, cours, dégage !* » me lance goguenard le provocateur de loin. Un vieil agriculteur ajoute à mon intention « *Vraiment, vous avez vu cette gueule de navet ?* » Le reportage s'arrêtera là. Je quitte les lieux sans retourner sur la ZAD, par crainte d'éventuelles rondes nocturnes déplaisantes. Mi-septembre, des voitures isolées furent déjà prises à partie dans la nuit par des milices postées sur les routes aux alentours de la zone. Celles-ci menacèrent et même agressèrent physiquement des personnes soupçonnées de sympathie pour la ZAD.

### **Violences et provocations répétées des pro-barrage**

L'incident du jour, mené par une minorité de manifestants, est symptomatique d'un état d'esprit toujours présent sur la zone. Aux tags des opposants « *aux ZAD citoyens* », les pro-barrages répondent désormais « *écolo au pouvoir = guerre civile* » ou « *zadiste = jihadiste* ». Ben Lefetey, porte parole du Collectif Testet, pourtant non impliqué dans l'occupation des lieux, a vu sa maison taguée elle aussi : « *Ici vit Ben Laden* ». Et je me souviens que le 23 janvier 2014, le tout premier acte de violence qu'a connu le Testet avait été causé par des groupes cagoulés pro-barrage qui avaient attaqué à coup de batte de baseball la ferme de la Métairie Neuve et l'avait rendue inhabitable pendant plusieurs semaines.

---

### **A PARIS, LE DIALOGUE DANS L'IMPASSE**

Début novembre, Ségolène Royal, ministre de l'Ecologie, a lancé des discussions et des groupes de travail pour trouver des solutions avant fin 2014. Le processus, selon France Nature Environnement, a été organisé à la hâte et sans grande préparation, avec des réunions annulées ou déplacées au dernier moment.

Cette fois, le dialogue dans son ensemble semble remis en question avec l'annulation jeudi 18 décembre de la dernière des quatre réunions collectives sur le projet. La Ministre souhaite cependant rencontrer chacune des parties, séparément, ce vendredi. Alors que le Premier ministre met toute sa volonté pour appuyer les projets de Center Parc et relancer celui de Notre-Dame-Des-Landes

, l'Etat prendrait-il le risque de passer à nouveau en force à Sivens ?

Benoît Hartmann, porte-parole de FNE avertit : « *Si les conditions d'une réelle concertation ne sont pas réunies, nous nous désolidariserons de la démarche instaurée par le ministère. Il n'est pas question de cautionner un sursaut démocratique de façade.* »

---

## Note de Hervé Kempf

Pour la deuxième fois en quelques mois, un journaliste de *Reporterre* se trouve agressé pour son travail d'information sur le conflit du Testet. En septembre, déjà, Emmanuel Daniel avait été **molesté à Albi**. Nous ne pouvons que déplorer ces conduites irresponsables, mais continuerons notre tâche d'informer. En restant sereins, exacts, précis, et en écoutant toutes les **parties prenantes des disputes**. Mais *Reporterre* ne cédera pas à la menace. Et recourra, le cas échéant, aux moyens juridiques contre les personnes qui s'en prennent à la liberté d'informer garantie constitutionnellement.

**Source** et photos : Grégoire Souchay pour *Reporterre*

**Lire aussi** : *EDITO - Enquête sur la terreur capitaliste*

---

Cet article a été réalisé par un journaliste professionnel et a entraîné des frais. Merci de soutenir *Reporterre* :



- Emplacement : Accueil > Info >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/Au-Testet-les-pro-barrages-tentent>